

Message Text

PAGE 01 STATE 032636
ORIGIN AF-10

INFO OCT-01 ISO-00 HA-05 H-02 /018 R

DRAFTED BY AF/W:BSKIRKPATRICK:IW
APPROVED BY AF/W:TWMSSMITH
AF/I:LSHURTEFF (INFO)
HA/HR:RMAXIM (INFO)

-----078467 081016Z /15

R 072342Z FEB 78
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY CONAKRY

UNCLAS STATE 032636

E.O. 11652: N/A

TAGS: SHUM, GV

SUBJECT: HUMAN RIGHTS REPORT TO CONGRESS

REF: STATE 23812

A FRENCH TRANSLATION OF REF REPORT FOLLOWS:

GUINEE

LA GUINEE EST UN ETAT SOCIALISTE A PARTI UNIQUE. SEKOU TOURE EST LE SEUL PRESIDENT DU PAYS DEPUIS LA DECISION DE LA GUINEE DE SE SEPARER DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET DE DECLARER SON INDEPENDANCE EN 1958. LE DEPART PRECIPITE DE LA FRANCE A CAUSE UN SERIEUX PREJUDICE A L'ECONOMIE DE LA NOUVELLE NATION. UNE INVASION DE MERCENAIRES PORTUGAIS VENUS PAR LES MERS EN NOVEMBRE 1970 A EXACERBE LE SOUCI DE LA GUINEE QUANT A SA SECURITE DE L'EXTERIEUR ET A ENTRAINE UNE INVESTIGATION APPROFONDIE DE TOUS CEUX QUI FURENT SOUPCONNES DE TRAHIR LA NATION. LES PRINCIPES ET POLITIQUES SOCIALISTES DE UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 032636

SEKOU TOURE METTENT L'ACCENT SUR L'IDEOLOGIE EN TANT QU'INCITATION A LA PRODUCTION PLUTOT QU'AUX RECOMPENSES MATERIELLES. LE GOUVERNEMENT DE LA GUINEE CONSIDERE LA DOMINATION DE NOIRS PAR DES BLANCS EN AFRIQUE AUSTRALE COMME LE PROBLEME PRIMORDIAL DE L'AFRIQUE EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME. A L'INTERIEUR DE LA GUINEE, LES OBJECTIFS SOCIAUX ETABLIS PAR L'ETAT-PARTI OFFICIEL L'EMPORTENT SUR L'INTEGRITE DE LA PERSONNE ET LES LIBERTES CIVILES. LES MENACES DU PASSE A LA SECURITE DE LA GUINEE, NOTAMMENT L'INVASION AVEC L'APPUI PORTUGAIS,

ONT RENFORCE CETTE ATTITUDE. PLUSIEURS CAS D'USAGE DE LA TORTURE ONT ETE RAPPORTES AU DEBUT DES ANNEES 1970. LES INCIDENTS RECENTS SONT DIFFICILES A DOCUMENTER. LA DETENTION ARBITRAIRE POUR DELITS A CARACTERE POLITIQUE SE POURSUIT.

1. RESPECT DE L'INTEGRITE DE LA PERSONNE, Y COMPRIS LE DROIT DE NE PAS ETRE SOUMIS A CE QUI SUIT:

A. TORTURE

LE LIVRE "PRISON AFRICAINE" DE JEAN PAUL ALATA ET UN RAPPORT DE 1977 DE LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME DECRIVENT DES CAS DE TORTURE AU DEBUT DES ANNEES 1970. IL A ETE ALLEGUE QUE LA TORTURE A ETE EMPLOYEE AVEC L'APPROBATION DES PLUS HAUTS ECHELONS LORSQUE DES CONFESSIONS PARTICULIERES ETAIENT REQUISES. NON SEULEMENT DES GUINEENS, MAIS AUSSI DES ETRANGERS AURAIENT ETE TORTURES. CERTAINS SERAIENT MORTS SOUS LA TORTURE. LES PREUVES MANQUENT CONCERNANT LE PASSE PLUS RECENT. AMNESTY INTERNATIONAL A INDIQUE EN 1977 QU'ELLE CONTINUE A RECEVOIR DES RAPPORTS SUR L'USAGE SYSTEMATIQUE DE LA TORTURE AFIN D'OBTENIR DES CONFESSIONS, ET DE DECES SOUS LA TORTURE. NOUS NAVONS AUCUNE INFORMATION DE PREMIERE MAIN QUI NOUS

UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 032636

PERMETTE DE PARVENIR A UN JUGEMENT INDEPENDANT QUANT A CES ALLEGATIONS.

B. SANCTION OU TRAITEMENT CRUEL, INHUMAIN OU DEGRADANT

AMNESTY INTERNATIONAL A RAPPORTÉ QUE LA SITUATION DANS LES PRISONS SERAIT "EXTREMEMENT MAUVAISE". LES RAPPORTS PERSISTENT SUR LE FAIT QUE DANS CERTAINS CAS DES PRISONNIERS SONT PRIVES DE NOURRITURE ET D'EAU. CERTAINS PRISONNIERS SERAIENT MORTS DE CES PRIVATIONS. ON PEUT SUPPOSER RAISONNABLEMENT QUE LES CONDITIONS DANS LES PRISONS DE GUINEE, L'UN DES PLUS PAUVRES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT AU MONDE, SONT BIEN AU-DESSOUS DES NORMES OCCIDENTALES. IL S'EST PRODUIT A L'OCCASION QUE DES INCLUSSES SOIENT ROUES DE COUPS EN PUBLIC POUR AVOIR COMMIS UN VOL OU AUTRES DELITS, PRINCIPALEMENT DANS LE BUT DE DECOURAGER LES INFRACTIONS A LA LOI PAR DE RUDES EXEMPLES. CEUX QUI SONT FORCES A CONFESSER UN CRIME POLITIQUE SONT PUBLIQUEMENT DENONCES DE MANIERE DEGRADANTE.

C. ARRESTATION OU EMPRISONNEMENT ARBITRAIRE

DE TEMPS A AUTRE, LE GOUVERNEMENT PROCEDE A UNE PURGE AFIN D'EVINCER CEUX SOUPCONNES DE COMPLOTER CONTRE LUI. LES FONCTIONNAIRES PUBLICS QUI TOMBENT EN DISGRACE SONT SUJETS A DETENTION. LE NOMBRE DE PRISONNIERS "POLITIQUES" ACTUELLEMENT EN DETENTION A ETE EVALUÉ A MOINS

DE 1.000. CES CHIFFRES COMPRENNENT CERTAINS ANCIENS HAUTS FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT. AMNESTY INTERNATIONAL RAPPORTE QUE LE NOMBRE TOTAL DE PRISONNIERS POLITIQUES EN GUINEE EN 1977 PEUT ETRE ESTIME DE MANIERE CONSERVATIVE A 1.000. ETANT DONNE LE MANQUE DE DONNEES FERMES A NOTRE DISPOSITION, NOUS NE SOMMES PAS EN MESURE D'ACCEPTER OU DE REJETER CE CHIFFRE. LA GAZETTE OFFICIELLE DE GUINEE A ANNOUNCE LA MISE EN LIBERTE DE 128 PRISONNIERS EN UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 032636

SEPTEMBRE 1976, 150 AUTRES EN JANVIER 1977, PLUS 89 ENTRE FEVRIER ET JUILLET 1977. APPAREMMENT CES CHIFFRES COMPRENAIENT DES PRISONNIERS POLITIQUES. D'AUTRES PRISONNIERS AURAIENT ETE RELACHES LORS DE LA CELEBRATION DU 30EME ANNIVERSAIRE DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE LE 14 MAI 1977, Y COMPRIS DES PRISONNIERS POLITIQUES. A LA SUITE DES EMEUTES D'AOUT 1977 DES FEMMES DE MARCHE, PLUSIEURS CENTAINES FURENT L'OBJET D'UNE BREVE DETENTION MAIS TOUTES ONT ETE MISES EN LIBERTE. QUELQUE 62 PRISONNIERS POLITIQUES ONT ETE LIBERES EN DECEMBRE 1977, Y COMPRIS CERTAINS ANCIENS HAUTS FONCTIONNAIRES. LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME A SAISI LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DE L'HOMME

D'UNE PLAINE DETAILLEE CONCERNANT LA GUINEE. CE DOCUMENT EST PRESENTE AU NOM DES RESSORTISSANTS FRANCAIS INCARCERES ENTRE 1970 ET 1975 ET DE PLUSIEURS CENTAINES DE GUINEENS EMPRISONNES.

D. DENI D'UN JUGEMENT PUBLIC EQUITABLE
DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES ET STATUTAIRES QUANT AUX PROCEDURES JUDICIAIRES EXISTENT, MAIS NE SEMBLENT PAS ETRE APPLIQUEES DE MANIERE UNIFORME. LA LOI GUINEENNE PREVOIT LA SELECTION DE CITOYENS PRIVES DOTES D'UNE BONNE INSTRUCTION CHARGES D'AGIR EN QUALITE D'AVOCATS PLAIDANTS AD HOC, MAIS N'Y AUTORISE PAS LES JURISTES PROFESSIONNELS QUI EXERCENT A TITRE PRIVE. CERTAINES AFFAIRES POLITIQUES COMPORTENT PARFOIS UN SIMULACRE DE PROCES PUBLIC, DANS LEQUEL LE VERDICT A ETE DETERMINE SUR LA BASE D'UNE "CONFESION" PREALABLE ET LES AUTORITES PRESIDANT AU PROCES SE SERVENT DE L'OCCASION AUX FINS D'EDUCATION POLITIQUE DES MASSES. D'AUTRES PROCES POLITIQUES ONT LIEU "IN CAMERA" (A HUIS CLOS).
UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 032636

E. VIOLATION DE LA LIBERTE DU DOMICILE
LA POLICE APPAREMMENT PENETRE DANS LES DEMEURES A LA POURSUITE DE SUSPECTS ET EN VUE D'OBTENIR DES PREUVES, LES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES VENANT EN SECOND LIEU, APRES LES CONSIDERATIONS DE SECURITE PROFESSEES.

2. POLITIQUES GOUVERNEMENTALES VISANT A REPONDRE A DES BESOINS ESSENTIELS TELS QUE L'ALIMENTATION, LE LOGIS, LES SOINS MEDICAUX ET L'EDUCATION

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT VISE A AMELIORER LE BIEN-ETRE ECONOMIQUE DE LA POPULATION. DES EFFORTS VIGOREUX SONT DEPOSES AFIN D'AMELIORER LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, LA SANTE ET L'EDUCATION. L'IDEOLOGIE EST TOUTEFOIS UN FACTEUR PRÉDOMINANT DANS LA FORMULATION DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES ET RESTREINT SOUVENT LES OPTIONS QUI S'OFFRIRAIENT AUTREMENT AUX FINS D'UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE RATIONNEL ET HARMONIEUX. DANS LE PASSE, UN CONTACT LIMITÉ AVEC LE MONDE EXTERIEUR A RETARDE LE DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT, DE L'ENSEIGNEMENT ET DE SERVICES DE SANTE ADEQUATS.

3. RESPECT DES LIBERTES CIVILES ET POLITIQUES, Y COMPRIS:

A. LIBERTE DE PENSER, LIBERTE D'EXPRESSION, LIBERTE DE LA PRESSE, LIBERTE RELIGIEUSE ET LIBERTE DE REUNION
LE GOUVERNEMENT DECOURAGE LA DISSIDENCE EU EGARD A SES PRINCIPES POLITIQUES ET IDEOLOGIQUES. L'INVESTIGATION INTELLECTUELLE CONTRAIRE A L'IDEOLOGIE PRÉDOMINANTE N'EST PAS ENCOURAGEE. L'ISLAM EST OFFICIELLEMENT ENCOURAGE ET LE CHRISTIANISME EST TOLERE. LA REUNION EST SUJETTE AU CONTROLE DE LA POLICE. LA PRESSE EST SOUS CONTROLE DU GOUVERNEMENT ET PEU DE PUBLICATIONS EXISTENT. LES SYNDICATS SONT RIGOUREUSEMENT CONTROLES PAR LE GOUVERNEMENT.
UNCLASSIFIED

PAGE 06 STATE 032636

MENT.

B. LIBERTE DE SE DEPLACER A L'INTERIEUR DU PAYS, DE VOYAGER A L'ETRANGER ET D'EMIGRER

LE DEPLACEMENT EST REGLEMENTE PAR UN VASTE SYSTEME ADMINISTRATIF ET DE POLICE. L'ENTREE LEGALE DANS LE PAYS ET LA SORTIE LEGALE DU PAYS SONT STRICTEMENT CONTROLEES. CEPENDANT, LES FRONTIERES SONT "POREUSES" ET PLUS D'UN MILLION DE GUINEENS AURAIENT QUITTE LE PAYS DEPUIS 1958 PAR SUITE DE LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE.

C. LIBERTE DE PARTICIPATION AU PROCESSUS POLITIQUE

LE PEUPLE EST REGULIEREMENT EXHORTE A ADHERER A UNE "REVOLUTION" CONTINUE QUE L'ETAT-PARTI UNIQUE MENE EN LEUR NOM. IL N'Y A GUERE DE POSSIBILITE DE DISSIDENCE OU DE NE PAS PRENDRE PART AUX ACTIVITES POLITIQUES DIRIGEES PAR LE GOUVERNEMENT REGISSANT LA PLUPART DES

ASPECTS DE LA VIE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE. TOUTE-FOIS, LE PRESIDENT TOURE RECOIT BIEN DES PERSONNES PRESENTANT DES REQUETES OU PETITIONS, ET LE GOUVERNEMENT CONSIDERE QUE LA STRUCTURE DE L'ETAT-PARTI ET LES REFERENDUMS POPULAIRES REFLETTENT DE MANIERE SATISFAISANTE LES DESIRS DU PEUPLE.

4. LES ATTITUDES PRESENTES ET PASSEES DU GOUVERNEMENT QUANT A L'ENQUETE INTERNATIONALE ET NON GOUVERNEMENTALE CONCERNANT LES VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME

UNE INVESTIGATION INTERNATIONALE A ETE FAITE DE L'ATTAQUE
UNCLASSIFIED

PAGE 07 STATE 032636

DE MERCENAIRES MENEE EN 1970 CONTRE LA GUINEE, ET LE GOUVERNEMENT GUINEEN A INDIQUE QU'IL ACCEPTERAIT VOLONTAIREMENT QUE DES PERSONNES DE L'EXTERIEUR OBSERVENT SES PRATIQUES HUMANITAIRE. UNE TELLE ENQUETE SUR PLACE N'AURAIT PAS ENCORE ETE EFFECTUEE. DES RENSEIGNEMENTS QUI SONT PARVENUS PAR LE TRUCHEMENT DE PARENTS DE PRISONNIERS POLITIQUES, D'EXILES ET DE PRISONNIERS

POLITIQUES MIS EN LIBERTE CONSTITUENT LA BASE DE RAPPORTS COMME CELUI SOUMIS PAR LA LIGUE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME A LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DE L'HOMME. LE GOUVERNEMENT GUINEEN CONSIDERE L'EDIT RAPPORT COMME DIFFAMATOIRE. EN 1977, AMNESTY INTERNATIONAL A DECLARE QU'ELLE AVAIT TENTE D'ESTABLIR UN CONTACT INITIAL AVEC LES AUTORITES GUINEENNES DANS LE BUT D'INTERVENIR EN FAVEUR DES PRISONNIERS POLITIQUES EN GUINEE ET D'ENVOYER UNE MISSION DANS CE PAYS. NOUS NAVONS PAS CONNAISSANCE D'UNE REACTION DU GOUVERNEMENT GUINEEN A LA SUITE DES INITIATIVES D'AMNESTY INTERNATIONAL. VANCE

UNCLASSIFIED

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptoning: X
Capture Date: 26 sep 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: HUMAN RIGHTS, ANNUAL REPORTS, TRANSLATIONS
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 07 feb 1978
Decaption Date: 01 jan 1960
Decaption Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01 jan 1960
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1978STATE032636
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: AF/W:BSKIRKPATRICK:IW
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: D780058-0901
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1978/newtext/t197802120/baaafbt.s.tel
Line Count: 257
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM
Message ID: a79bb5cf-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ORIGIN AF
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 5
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: STATE 23812
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 29 mar 2005
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: N/A
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 3475080
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: HUMAN RIGHTS REPORT TO CONGRESS
TAGS: SHUM, GV, FR
To: CONAKRY
Type: TE
vdkvgwkey: odbc://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/a79bb5cf-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Sheryl P. Walter
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
20 Mar 2014
Markings: Sheryl P. Walter Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 20 Mar 2014